

# Situation économique à l'approche des élections législatives fédérales de 2025

Prof. Dr. Dr. h.c. Lars P. Feld, Universität Freiburg und Walter Eucken Institut

Les mauvaises nouvelles se multiplient. Meyer-Werft, Thyssen-Krupp, BASF, VW, plusieurs équipementiers automobiles, dont ZF, font actuellement les gros titres en raison de leurs difficultés financières et économiques. Les traditionnelles entreprises de taille moyenne préfèrent investir à l'étranger. Pour exemples, un investissement d'extension important de l'entreprise Stihl de Waiblingen s'effectue en Suisse, Miele délocalise une partie de sa production de Gütersloh en Pologne, Trumpf impose des réductions du temps de travail s'accompagnant des coupures de salaire correspondantes au siège de Ditzingen tout en réalisant un important investissement de plusieurs dizaines de millions d'euros en Autriche. Il semblerait que la désindustrialisation s'accélère en Allemagne.

Sur le plan conjoncturel, la reprise ne se profile toujours pas. Les principaux instituts de recherche économique allemands (IfW Kiel, Ifo Munich, RWI Essen et DIW Berlin) ont récemment revu à la baisse leurs prévisions de croissance économique pour cette année et l'année prochaine. L'économie allemande continuera de stagner au second semestre 2024. Les analystes tablent sur une relance, l'an prochain, d'une consommation privée qui a déjà déçu cette année le même type d'attente. Malgré l'accalmie sur le front des prix, de nombreuses voix s'élèvent pour alerter sur le fait que l'inflation n'est pas encore vaincue. La BCE prévoit des taux d'inflation supérieurs à 2 % en moyenne annuelle pour 2024 et 2025. Ce n'est que vers la fin de l'année prochaine que l'on pourrait être plus confiant quant à la jugulation de l'inflation. Le marché du travail, qui fut longtemps un rayon de soleil conjoncturel, porte de plus en plus les stigmates de la faiblesse économique. Le chômage conjoncturel progresse et seul le secteur public assure une croissance de l'emploi.

Les observateurs internationaux s'interrogent de plus en plus sur ce qui se passe en Allemagne. La réponse ne peut se contenter de pointer des facteurs exceptionnels : les effets de la crise énergétique sur l'industrie, la relative faiblesse économique de la Chine, l'impact des hausses de taux d'intérêt sur le secteur de la construction. L'économie allemande vit sa troisième année de stagflation. Mais plus important encore, la situation conjoncturelle est de plus en plus masquée par des problèmes structurels. L'économie allemande fait face à un mélange toxique de coûts élevés. Les coûts du travail et de l'énergie, la charge fiscale et les coûts de la réglementation se situent dans le peloton de tête en comparaison internationale. Et aucune amélioration en vue.

Vous avez peut-être déjà lu ces conclusions ici, sous une forme ou une autre et cela ne reflète pas un manque d'imagination. En effet, rien ou presque n'a changé jusqu'à présent. Seule la dynamique de l'inflation a marqué le pas et on observe des premières mesures de baisse des taux d'intérêt.

Bon nombre d'indicateurs révèlent en outre une grande incertitude en matière de politique économique en Allemagne. Au niveau international, on reproche volontiers aux Allemands leur attitude fondamentalement sceptique comme

l'expression d'une « German Angst » (angoisse allemande). Mais l'actuelle inquiétude en matière de politique économique est tellement plus prononcée que dans le reste du monde qu'il convient d'en chercher les raisons ailleurs. À première vue, ce serait lié à la politique du gouvernement fédéral, à ses désaccords et ses querelles incessantes. Mais au fond, cela cache un problème plus important, à savoir l'incompatibilité fondamentale de deux paradigmes de politique économique, qui ne s'exprime pas seulement dans les désaccords au sein du gouvernement fédéral, mais aussi dans les imaginaires politiques de la population.

Le premier paradigme mise sur le droit d'ordre public, les subventions et la politique industrielle ou, pour résumer, sur l'orientation des investissements afin de faire face aux grands défis de notre époque, comme la protection du climat ou les nouvelles réalités géostratégiques. Le deuxième paradigme mise sur les conditions-cadres et les incitations de l'économie de marché et sur le système des prix afin de développer des solutions à ces défis à partir du marché et de ses mécanismes de prix générateurs de savoirs. Les deux paradigmes peuvent s'équilibrer de manière pragmatique en fonction de leurs intersections mais ne peuvent pas être mis en congruence. Cela ressemble à du bidouillage, et c'est du bidouillage. Pire encore : selon les sondages actuels concernant les élections législatives fédérales de 2025, il est peu probable de voir les choses changer au cours de la prochaine législature.

Quelle solution pouvons-nous apporter ? Une économie sociale de marché et une politique d'ordre public. L'État doit fixer les conditions-cadres de l'activité économique, mais ne doit pas intervenir dans le fonctionnement du marché ; c'est-à-dire, par exemple, inciter aux économies de CO<sub>2</sub> et aux innovations respectueuses du climat par le biais de la tarification du CO<sub>2</sub>, au lieu d'orienter les investissements en interdisant les véhicules à combustion ou en subventionnant la mobilité électrique et les secteurs économiques à forte consommation d'énergie. Si le retour à cette forme d'économie sociale de marché échoue, le déclin économique se poursuivra, en tout cas l'année prochaine.

Meilleures salutations



Prof. Dr. Dr. h.c. Lars Feld